

Conseil des services  
essentiels

Québec 

A11S48  
E88  
2003/04  
QL  
P. gouv.

---

---

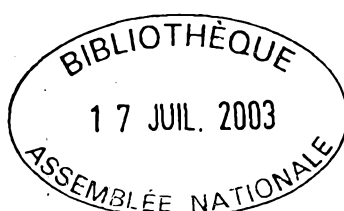
# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2003-2004

---

---

**Demande de renseignements  
de l'Opposition officielle**



Conseil des services  
essentiels

Québec 

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2003-2004

---

---

**Demande de renseignements généraux**





# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale le 11 mars 2003 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2003-2004.....	1
2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	2
3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :.....	4
<ul style="list-style-type: none"> <li>- tirage;</li> <li>- coût;</li> <li>- distribution;</li> <li>- imprimeur.</li> </ul>	
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2002.....	5
<ul style="list-style-type: none"> <li>- endroits et dates du départ et du retour;</li> <li>- but du voyage;</li> <li>- personnes rencontrées;</li> <li>- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);</li> <li>- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;</li> <li>- bilan et résultat des rencontres.</li> </ul>	
5. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :.....	6
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004;</li> <li>- les noms des fournisseurs;</li> <li>- le but visé par chaque dépense.</li> </ul>	
6. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :.....	7
<ul style="list-style-type: none"> <li>- liste et coût;</li> <li>- copie des soumissions;</li> <li>- copie du questionnaire et du résultat;</li> <li>- firme ayant obtenu le contrat.</li> </ul>	
7. Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande du ministère ou de l'organisme :.....	8
<ul style="list-style-type: none"> <li>- liste et coût;</li> <li>- copie des soumissions;</li> <li>- copie des études;</li> <li>- firme ou individu ayant obtenu le mandat;</li> <li>- copie du contrat.</li> </ul>	

8.	Contrats de moins de 25 000 \$ octroyés en 2002-2003.....	9
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>	
9.	Le montant, pour l'année 2002-2003, de chacune des dépenses suivantes :.....	19
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la photocopie;</li> <li>- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;</li> <li>- les téléavertisseurs;</li> <li>- le mobilier de bureau;</li> <li>- les distributeurs d'eau de source;</li> <li>- le remboursement des frais de transport;</li> <li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>- le remboursement des frais de repas;</li> <li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au Québec      b) à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>	
10.	Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin, du personnel féminin, du personnel handicapé, des communautés culturelles, des anglophones et des autochtones pour chaque catégorie pour l'exercice financier 2002-2003 et les prévisions pour 2004-2005 et 2005-2006.....	20
11.	À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2002-2003, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :.....	21
	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</li> <li>b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)</li> <li>c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</li> </ul>	
12.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 :.....	22
	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li> <li>b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</li> <li>c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</li> <li>d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</li> <li>f) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</li> <li>g) nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.</li> </ul>	

13. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : 25
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 2002-2003, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail.
14. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2002-2003, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :..... 26
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué;
  - la superficie réellement occupée;
  - la superficie inoccupée;
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de ladite location;
  - les coûts d'aménagement réalisés en 2002-2003, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - la durée du bail;
  - le propriétaire et/ou le nom de la firme.
15. La liste du personnel du cabinet du ministre au 21 mai 2003 en indiquant pour chaque individu :..... 27
- a) liste du personnel du cabinet du ministre;
  - b) montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 29 avril 2003;
  - c) nombre total d'employés au cabinet du ministre;
  - d) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
16. Liste des sommes d'argent versées en 2002-2003 à même le budget discrétionnaire :..... 29
- a) du ministre
  - b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
    - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
    - le montant attribué;
    - le projet visé et le résultat.
17. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006..... 30
18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :..... 31
- le poste initial;
  - le salaire;
  - le poste actuel, s'il y a lieu;
  - la date de la mise en disponibilité;
  - la prévision 2003-2004 et 2004-2005.

19. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :..... 32
- nom de la personne;
  - poste occupé;
  - salaire;
  - assignation initiale;
  - date de l'assignation hors structure;
  - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
20. Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :..... 33
- assignation initiale;
  - assignation actuelle;
  - salaire;
  - date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.
21. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :..... 34
- assignation initiale;
  - assignation actuelle;
  - salaire;
  - date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.
22. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :..... 35
- le salaire de la personne;
  - le montant reçu du régime de retraite.
23. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)..... 36
24. Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989 jusqu'au 21 mai 2003..... 37
25. Liste de tous les abonnements de l'organisme et le coût :..... 38
- livres;
  - journaux;
  - magazines;
  - bulletins électroniques et/ou papiers;
  - clubs privés ou autres;
  - billets de saison;
  - etc.

26. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :..... 39
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
  - les coûts de construction du site;
  - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
  - qui est responsable du contenu sur le site;
  - qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
  - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
  - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
  - combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?
27. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?..... 40
28. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :..... 41
- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour.
29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale..... 42
30. Dépenses effectuées en 2002-2003 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :..... 43
- a) téléphonie;
  - b) matériel informatique;
  - c) logiciels;
  - d) programmation;
  - e) formation.

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****1. COMPARAISON DES CRÉDITS ENTRE LE 11 MARS 2003 ET CEUX PROPOSÉS PAR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT**

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale le 11 mars 2003 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2003-2004.

**CETTE COMPARAISON NE PEUT SE FAIRE PUISQUE LES CRÉDITS DÉPOSÉS  
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 11 MARS 2003  
N'ONT PAS ÉTÉ ADOPTÉS PAR CELLE-CI.**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****2. ORGANIGRAMME.**

**Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.**

**L'ORGANIGRAMME  
EST PRÉSENTÉ À LA PAGE SUIVANTE.**

# ORGANIGRAMME DU CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

(514) 873-7246

## ORGANIGRAMME 2003

### PRÉSIDENT

**Normand Gauthier**

Secrétaire principale: Sylvie Harnois

### VICE-PRÉSIDENT

**M<sup>e</sup> Richard Parent**

Secrétaire principale : Sylvie Harnois

### MEMBRES

M. Osvaldo Nuñez  
M<sup>e</sup> Laurette Laurin  
M. Marcel Béliveau \*  
M. Raymond Désilet \*

Agente de secrétariat : Lorraine Fournier

### ADJOINTE À LA PRÉSIDENTIE ET DIRECTRICE DE L'ADMINISTRATION

**M<sup>e</sup> Jeanne Coutu**

Agente de secrétariat : Lorraine Fournier

### SERVICES ADMINISTRATIFS

Attachée  
d'administration: Nancy Lepage

Technicien en  
informatique : François Rose

Technicienne en  
administration: Marlène Plante

Agente de secrétariat  
et réceptionniste : Louise Sasseville

### SERVICE DU GREFFE

Responsable : Normand Larivière

Agentes de  
secrétariat : Ginette Alarie  
Danielle Roy

### COMMUNICATIONS

Agente d'information : Céline Jacob

Technicien  
en information : Robert Lalonde

### CONSEILLÈRES JURIDIQUES

M<sup>e</sup> Judith Lapointe  
M<sup>e</sup> Pascale Synnott

### SERVICE DE LA MÉDIATION ET DES ENQUÊTES

**Jocelyne Delisle  
(chef de service)**

Médiateurs : Roger Bédard  
Roger Savard  
Martin St-Onge

Enquêteur : Robert Lalonde

Agentes de bureau : France Légaré  
Diane Thomassin

\* membres sur convocation



# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 3. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) : - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur.				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Rapport d'activités 2001-02	2 200 copies	5 973,00 \$	Envoi postal députés, ministres et organismes publics, intervenants patronaux et syndicaux, distribution au public lors de la tenue d'expositions	Valna graphisme, impression
Dépliant « Le Conseil des services essentiels »	4 200 copies	3 331,94 \$	Annexé au rapport d'activités	Valna graphisme, impression
Signet	2 500 copies	1 228,00 \$	Au public lors de la tenue d'expositions (pour faire connaître l'adresse du site Internet du Conseil)	Valna graphisme, impression

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2002.**

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN ET RÉSULTAT
S/O					

## CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**5. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.**

<p>Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004;</li> <li>- les noms des fournisseurs;</li> <li>- le but visé par chaque dépense.</li> </ul>	
<b>TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ</b>	<b>COÛT</b>
DÉPENSES EN 2002-2003	
TOTAL	210,00\$

<p> Annonce de la parution du  Recueil du Jugement en révision  judiciaire Volume 4, No 1 </p>	<p>210,00\$</p>	<p>Journaux</p>	<p>Barreau du Québec</p>
<p><b>TOTAL 2002-03 et 2003-04</b></p>	<p><b>210,00\$</b></p>		

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****6. LISTE DES SONDAGES ET GROUPE DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE.**

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

**S/O**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****7. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES, À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR, DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2002-2003.**

Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- copie du contrat.

**S/O**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003**

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION								
1° : CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES								
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"><li>▪ fournisseur (au sens du règlement)</li><li>▪ OSBL</li><li>▪ organisme public ou parapublic</li><li>▪ autre (préciser)</li></ul>	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT	
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels			
<b>S/O</b>								

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS						
1° : CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher √)				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
CNW Québec inc.						Diffusion des communiqués de presse du Conseil des services essentiels 553,29 \$
Communication Demo inc.						Production quotidienne de la revue de presse sur papier 4 149,80 \$
Medianor inc.						Production quotidienne de la revue de presse électronique 3 500,64 \$

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE								
1° : CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES								
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"><li>fournisseur (au sens du règlement)</li><li>OSBL</li><li>organisme public ou parapublic</li><li>autre (préciser)</li></ul>	NATURE DU CONTRAT ( cocher √ )				OBJET DU CONTRAT	MONTANT	
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels			
S/O								



**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003**

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL							
1° : CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"><li>fournisseur (au sens du règlement)</li><li>OSBL</li><li>organisme public ou parapublic</li><li>autre (préciser)</li></ul>	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
S/O							

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION							
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"><li>fournisseur (au sens du règlement)</li><li>OSBL</li><li>organisme public ou parapublic</li><li>autre (préciser)</li></ul>	NATURE DU CONTRAT (cocher √)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Me Luc Beaulieu Ogilvy Renault						Mandat de représenter le Conseil des services essentiels devant la Cour supérieure du Québec dans le dossier : Centrale des syndicats du Québec et al c. Conseil des services essentiels et (CPNC) et al et APEQ et al, N° dossier : 500-05-069286-019	24 719,01 \$
Saulnier, Robillard, Lortie, huissiers de justice						Dépôts de décisions à la Cour supérieure et significations dans sept dossiers du Conseil des services essentiels	2 019,68 \$
Me Ian Abugov						Mandat accordé dans le but de remplacer de façon ponctuelle, une conseillère juridique (information des nouveaux développements dans la juridiction du Conseil)	260,00 \$
Me François Aquin						Mandat de représenter le Conseil dans le dossier Association provinciale des enseignants et enseignantes du Québec (APEQ) et Weber c. Conseil des services essentiels et al	1 618,95 \$
Me François Aquin						Mandat de représenter le Conseil dans le dossier Requête en révision judiciaire concernant la Centrale de l'enseignement du Québec c. Conseil des services essentiels, dossier N°. 500-05-046687-982	7 284,57 \$

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION									
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ									
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"><li>fournisseur (au sens du règlement)</li><li>OSBL</li><li>organisme public ou parapublic</li><li>autre (préciser)</li></ul>	NATURE DU CONTRAT (cocher √)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT		
Me François Aquin						Mandat de représenter le Conseil à la Cour supérieure dans le dossier Association des pompiers de Montréal c. Conseil des services essentiels et Ville de Montréal, dossier N° 500-05-035077-971	1 080,00 \$		
ProAct						Programme d'aide aux employés	510,00 \$		
Raymond Désilets						Mandat de représenter le Conseil en qualité de membre du comité organisateur des événements entourant le vingtième anniversaire du Conseil des services essentiels	1 992,84 \$		

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003**

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS							
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
<b>S/O</b>							

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE							
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"><li>fournisseur (au sens du règlement)</li><li>OSBL</li><li>organisme public ou parapublic</li><li>autre (préciser)</li></ul>	NATURE DU CONTRAT ( cocher √ )				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvi- Sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
NexInnovations						Achat d'équipements informatiques (2 hubs) Achat d'équipements informatiques (3 portatifs IBM) Achat d'équipement (projecteur)	2 144,00 \$ 10 297,00 \$ 4 174,00 \$
NexInnovations						Main-d'œuvre informatique (serveurs et équipements)	6 673,00 \$
NexInnovations						Développement pour le lien haute vitesse	2 350,00 \$
BCE Nexxia inc.						Accès au lien haute vitesse (lien ADSL)	452,77 \$
Direction générale des services informatiques						Hébergement du site internet	1 605,09 \$

..4.44CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE							
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"><li>fournisseur (au sens du règlement)</li><li>OSBL</li><li>organisme public ou parapublic</li><li>autre (préciser)</li></ul>	NATURE DU CONTRAT (cocher √)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Césart Création inc.	Fournisseur					Refonte du site internet (conforme aux normes PIV)	10 987,50 \$
Eds Canada inc.	Fournisseur					Frais de gestion pour le progiciel Agi	3 915,79 \$
Agir inc.	Fournisseur					Contrat de support pour la base de recherche textuelle Naturel	835,50 \$
Les Systèmes de Gestion PGE inc.	Fournisseur					Contrat d'entretien de l'horodateur	135,00 \$
Dactylographie V.R. inc.	Fournisseur					Réparation de l'appareil de sauvegarde ininterrompue (batterie de secours) et réparation d'imprimante laser	1 072,49 \$

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 8. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL						
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	<b>TYPE DE CONTRACTANT</b> ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	<b>NATURE DU CONTRAT</b> (cocher √)				MONTANT
		Approvi- sionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
S.M.A. enr.						Mandat d'agir à titre de personne-ressource pour le Conseil dans le dossier Hôpital du Sacré-Cœur et Alliance des infirmières de Montréal

## CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**9. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.**

Le montant, pour l'année 2002-2003, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
- a) au Québec      b) à l'extérieur du Québec.

La photocopie	13 166,51
La télécopie (fax)	4 486,75
La téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	4 757,16
Les téléavertisseurs	3 503,05
Le mobilier de bureau	3 569,92
Les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton et papeterie	7 562,47
Les distributeurs d'eau de source	753,62
Le remboursement des frais de transport	22 863,01
Le remboursement des frais d'hébergement	14 715,87
Le remboursement des frais de repas	22 203,63
Le ressourcement ou préparation à la retraite	0,00
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	27 939,28
b) à l'extérieur du Québec.	0,00



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

**10. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2002-2003 ET LES PRÉVISIONS POUR 2004-2005 et 2005-2006.**

DESCRIPTION D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC.	%	ETC.	%	ETC.	%	ETC.	%	ETC.	%	ETC.	%
Bureau et technicien	1		9									
Professionnels	1		4									
Cadres	3		1		1							
Membres	5		1								1	
TOTAL	10	37%	15	55%	1	4%					1	4%

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DE CRÉDITS 2003-2004

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE 2002-2003, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

	CONGÉS DE MALADIE				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
									RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSÉES		
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.
AVRIL	3.0	2.0	7.5		1.0	11.0	2.0		0 h 28	44 h 00		--	25 h 56		--	--	
MAI	1.0	8.5	3.5		21.0	--	10.0		2 h 23	23 h 07		--	17 h 41		--	10 h 30	
JUIN	6.0	1.0	2.5		3.5	4.0	8.5		4 h 20	17 h 15		--	9 h 15		7 h 00	--	
JUILLET	--	1.5	9.0		35.0	21.0	64.0		10 h 02	18 h 30		--	9 h 53		24 h 30	--	
AOÛT	--	0.5	3.0		62.0	12.0	73.0		4 h 00	12 h 00		--	9 h 00		4 h 05	--	
SEPTEMBRE	1.0	8.0	4.0		7.0	1.0	5.5		5 h 19	40 h 00		--	15 h 18		--	3 h 30	
OCTOBRE	--	1.5	7.0		14.0	3.0	2.0		16 h 19	18 h 52		--	--		7 h 00	22 h 00	
NOVEMBRE	2.5	1.0	7.0		22.0	0.5	1.5		16 h 30	20 h 37		--	16 h 38		7 h 00	29 h 15	
DÉCEMBRE	--	0.5	4.0		20.5	17.5	17.0		--	35 h 14		--	13 h 53		7 h 00	35 h 00	
JANVIER	3.5	1.5	7.0		26.0	4.0	5.0		--	78 h 23		--	8 h 00		7 h 07	--	
FÉVRIER	3.5	1.5	6.0		12.0	0.5	2.5		11 h 30	18 h 59		--	6 h 23		17 h 30	--	
MARS	4.0	1.0	3.5		22.5	1.5	19.0		3 h 08	35 h 52		--	52 h 45		3 h 30	34 h 00	
TOTAL	24.5	28.5	64.0		246.5	76.0	210.0		73 h 59	362 h 49		--	184 h 42		84 h 42	134 h 15	

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 :

- a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

QUESTION 12 A)	2002-2003		
	Québec	Montréal	TOTAL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR  
LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES.

SOUS-TOTAL			
------------	--	--	--

**QUESTION 12 B)**

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR  
LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES**

**QUESTION 12 C)**

**NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR  
LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES**

**QUESTION 12 D)**

**NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.**

QUESTION 12 D)	2002-2003		
	Québec	Montréal	TOTAL
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES.			
SOUS-TOTAL			

**QUESTION 12 F)**

**NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR  
LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES**

**QUESTION 12 G)**

**NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR  
LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES**



**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****13. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SIQ.**

La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2002-2003, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

**LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT.**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****14. MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES QUI LOUENT DES ESPACES.**

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2002-2003, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2002-2003, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

**S/O**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**15 A) LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE.**

La liste du personnel du cabinet du ministre au 21 mai 2003 en indiquant pour chaque individu :							
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION	INDEMNITÉ DE DÉPART	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S/O							



15 B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 29 AVRIL 2003.

SALAIRES	HONORAIRES	CONTRATS	TOTAL
S/O			

15 C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :

S/O

15 D) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.

Liste des sommes d'argent versées en 2002-2003 à même le budget discrétionnaire :

- a) du ministre
- b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
  - le montant attribué;
  - le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
--------------	---------

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 20

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006;

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2003-2004 et 2004-2005.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CET ORGANISME.

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;  
- assignation actuelle;  
- salaire;  
- date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

S/O



**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****21. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE OU À L'ORGANISME.**

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

**S/O**

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 22. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

**NON APPLICABLE**  
**LES INFORMATIONS DEMANDÉES CONSTITUENT DES RENSEIGNEMENTS**  
**CONFIDENTIELS AU SENS DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET NE**  
**PEUVENT ÊTRE RENDUES PUBLIQUES**



[illegible]

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****24. ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET  
MINISTÉRIEL DEPUIS 1989 JUSQU'AU 21 MAI 2003.**

Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989 jusqu'au 21 mai 2003.

**LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION**

# CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 25. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DE L'ORGANISME ET LE COÛT.

##### Liste de tous les abonnements de l'organisme et le coût:

- livres;
- journaux;
- magazines;
- bulletins électroniques et/ou papiers;
- clubs privés ou autres;
- billets de saison;
- etc.

<b>Volumes et mises à jour</b>	5 631,60 \$
Ex. Droit du travail express Les lois refondues du Québec	
<b>Volumes</b>	1 478,66 \$
Ex. Précis annoté de la Loi sur les services de santé et les services sociaux Écrire la décision – Guide pratique de rédaction judiciaire	
<b>Journaux</b>	766,54 \$
Ex. La Presse The Gazette	
<b>Magazines</b>	253,78 \$
Ex. PC World Magazine Info Presse Communications	
<b>Bulletins électroniques</b>	339,00 \$
Ex. Répertoire des municipalités du Québec	
<b>Bulletins papier</b>	145,00 \$
Ex. Bulletin Droit de la santé	
<b>TOTAL</b>	<b>8 614,58 \$</b>

## CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 26. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- La réalisation du site Internet a été confiée à « Solutions Puzzle inc. » en septembre 1996.
- Le coût de réalisation : 2 122 \$
- Le coût de deux mises à jour : 184 \$
- L'agente de communication est responsable du contenu du site.
- Les modifications sont autorisées par le président après recommandation de l'agente de communication.
- Nous avons effectué une refonte importante du site en décembre 2000. Toute la programmation a été réalisée à l'interne, ce site est hébergé sur le serveur gouvernemental. Nous avons notamment effectué une mise à jour de la législation et de la réglementation, introduit une nouvelle facture visuelle qui correspond mieux à la nouvelle image du Conseil et ajouté le code d'éthique et de déontologie des membres.
- Lors de l'exercice 2001-2002, nous avons maintenu l'information disponible à jour, notamment en y incluant les modifications au Code du travail et en précisant les nouvelles compétences du Conseil. De plus, depuis octobre 2001, nous versons sur notre site l'ensemble des communiqués de presse qui sont émis ainsi que les décisions récentes qui demeurent disponibles moins d'un mois afin de ne pas nuire à l'entente de diffusion avec SOQUIJ.
- Du 1<sup>er</sup> avril 2002 au 31 mars 2003, il y a eu une moyenne mensuelle de 7 830 accès (hits) pour une moyenne de 505 visiteurs par mois, aux différentes pages du site.
- Le site a vécu 2 refontes, la première en décembre 2000 et la deuxième le sera en juin 2003. Les coûts lors de la première refonte ont été d'environ 150 \$. Pour la deuxième, ils seront de 17 000 \$.

Les critères qui ont justifié les changements lors de la première refonte étaient basés sur notre volonté de redonner une nouvelle image au site, ajouter de l'information requise pour certaines interventions, des références utiles pour la clientèle du Conseil. Quant à la refonte actuelle, elle est justifiée par la nécessité de se conformer au programme d'identification visuelle gouvernementale.

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****27. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.**

Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?

**LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE RÉPONDRA À CETTE INFORMATION**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****28. LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER.**

**Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :**

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour.

**LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES FOURNIRA L'INFORMATION**



CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****30. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2002-2003 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.**

Dépenses effectuées en 2002-2003 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;
- b) matériel informatique;
- c) logiciels;
- d) programmation;
- e) formation.

a) Téléphonie :	15 616,35 \$
b) Matériel informatique :	20 577,49 \$
c) Logiciels :	18 084,25 \$
d) Programmation :	0,00 \$
e) Formation :	2 351,00 \$



Conseil des services  
essentiels

Québec 

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2003-2004

---

---

**Demande de renseignements particuliers**



**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****LISTE DES QUESTIONS**

**La liste contient xxx questions. Le Conseil des services essentiels est concerné par huit d'entre elles.**

	<b>PAGE</b>
1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.....	46
2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.....	47
3. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.....	48
4. États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004.....	49
77. Nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et nature des décisions rendues.....	50
78. Nombre de dossiers réglés par médiation.....	53
79. Nombre et nature des décisions rendues au cours de l'année par secteur d'intervention.....	54
80. Mesures de réparation imposées par le Conseil au cours de la dernière année.....	55

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.

**IL N'Y A PAS EU DE MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC  
PAR LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS EN 2002-2003.**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.

**VOIR LE CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL.**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

3. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

**CONFORMÉMENT À LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES  
PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, LA LISTE  
DE CLASSEMENT DES MINISTÈRES ET ORGANISMES EST DISPONIBLE QUE PAR  
CONSULTATION SUR PLACE.**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

4. États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004.

**S/O**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**77. Nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et nature des décisions rendues.**

**AUCUN DOSSIER N'A ÉTÉ PRÉSENTÉ EN RÉVISION JUDICIAIRE DURANT L'ANNÉE 2002-2003. TOUTEFOIS QUELQUES DÉCISIONS ONT ÉTÉ RENDUES PAR LA COUR D'APPEL OU LA COUR SUPÉRIEURE CONCERNANT DES REQUÊTES SOUMISES LORS DES ANNÉES ANTÉRIEURES.**

**LA RÉVISION JUDICIAIRE EST PRÉSENTÉE À LA PAGE SUIVANTE.**

Centrale des syndicats du Québec et al. c. Conseil des services essentiels et Comité patronal de négociation des collègues (CPNS) et al., C.S. de Montréal, 500-05-069286-019

**Le 14 août 2002, l'Honorable Denis Durocher, J.C.S. rejette une requête en révision judiciaire soumise par la Centrale de syndicats du Québec et d'autres requérants à la suite de la décision du Conseil du 8 novembre 2001. Cette décision portait notamment sur les moyens de pression annoncés pour les 9, 15 et 16 novembre 2001.**

Essentiellement, la décision de la Cour supérieure rejette l'argument soutenant que le Conseil aurait à tort fait équivaloir la privation d'un service auquel le public a droit à un préjudice automatique et ainsi appliqué un test que le Code ne prévoit pas.

De l'avis du tribunal, il ne ressort pas de la preuve et de la décision que le Conseil aurait conclu à l'existence d'un préjudice automatique du fait de la privation de services auxquels les élèves et leurs parents ont droit. Selon la Cour, le Conseil a appliqué le test pertinent, soit celui de savoir si les actions concertées étaient vraisemblablement susceptibles de priver ceux-ci des services auxquels ils ont droit.

De plus, la Cour supérieure statue que le Conseil n'agissait pas comme un arbitre de grief lorsqu'il a analysé l'inobservance de la convention collective.

Enfin, le juge Durocher estime que le Conseil a agi dans les limites de ses pouvoirs et s'est appuyé sur des dispositions pertinentes et légales d'une part, et d'autre part, il a analysé, interprété et apprécié sans erreur déraisonnable, de façon logique, la preuve qui lui était soumise.

Centrale de l'enseignement du Québec et al. c. Conseil des services essentiels, Cour d'appel de Montréal, 500-09-008609-992

La Centrale de l'enseignement du Québec et d'autres requérants en appellent de la décision de la juge Sylvianne Borenstein de la Cour supérieure rendue le 27 août 1999. Rappelons que cette dernière avait jugé valide l'ordonnance du Conseil enjoignant à la Centrale de l'enseignement du Québec et à ses syndicats affiliés de s'assurer que les enseignants fournissent leur prestation normale de travail le 18 novembre 1999, à la suite de l'annonce d'un débrayage provincial illégal.

De plus, la Cour maintient, entre autres, les ordonnances enjoignant aux dirigeants des syndicats de faire connaître publiquement l'intention de se conformer à la décision puisque ces ordonnances les visent à titre de dirigeants et non à titre personnel et, au surplus, ces ordonnances ne restreignent pas la liberté d'opinion ou d'expression.

La Cour d'appel accueille l'appel aux seules fins de biffer les ordonnances relatives à trois dirigeants syndicaux, au motif d'erreurs matérielles ou de redondances les invalidant et en raison du libellé de certaines ordonnances qui les place dans une position intenable, à savoir que ces dirigeants doivent déclarer publiquement que le syndicat a l'intention de se conformer à la décision du Conseil et ce, sans que le syndicat, qui lui est une partie, ne soit lui-même tenu de le faire.

Les autres ordonnances du Conseil sont maintenues, puisque, de l'avis de la Cour d'appel, le Conseil agissait dans le cadre de sa compétence et n'a pas commis d'erreur manifestement déraisonnable. Une demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada est rejetée le 25 avril 2003.

Association des pompiers de Montréal inc. c. Conseil des services essentiels et Ville de Montréal, Cour supérieure de Montréal, 500-05-035077-971

L'Honorable juge André Wery, J.C.S., dans un jugement rendu le 15 mai 1998, maintient la décision du Conseil, du 22 juillet 1997, qui ordonnait, entre autres, à l'Association de prendre les mesures nécessaires pour que les salariés qu'elle représente cessent immédiatement leur refus systématique et concerté d'agir en fonction supérieure en temps régulier.

Le jugement de la Cour supérieure est porté en appel le 11 juin 1998. L'Association des pompiers de Montréal inc. se désiste de son appel le 23 septembre 2002.



Syndicat des employés du C.H. Robert Giffard c. Conseil des services essentiels et al. Cour d'appel de Québec, 200-09-000612-934 et 200-09-000608-932

Les parties dans cette affaire conviennent d'un règlement hors cour mettant fin à un débat judiciaire issu d'une décision du Conseil, rendue le 21 avril 1992, laquelle a fait l'objet d'un jugement en révision judiciaire par l'Honorable Édouard Martin, J.C.S. dans le dossier numéro 200-05-001662-928.

Ce règlement hors cour permet le versement d'une somme de 28 478. \$ au Comité des bénéficiaires du C.H. Robert Giffard. Ce montant représente le montant en capital et intérêts, de la mesure de réparation que le Conseil ordonnait au syndicat le 21 avril 1992.

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**78. Nombre de dossiers réglés par médiation.**

**AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE LE SERVICE DE LA MÉDIATION ET DES ENQUÊTES EST INTERVENU DANS 121 DOSSIERS. LA MÉDIATION INTERVIENT POUR AIDER LES PARTIES LORS DE CONFLITS QUI RISQUENT DE PRIVER LA POPULATION DE SERVICES AUXQUELS ELLE A DROIT. LES MÉDIATEURS SONT SOLlicitÉS SOIT PAR LES PARTIES PATRONALES OU LES PARTIES SYNDICALES OU ILS INTERVIENNENT DE LEUR PROPRE INITIATIVE, AVANT MÊME QUE LA SITUATION NE DÉGÉNÈRE, CE QUI PERMET SOUVENT AU CONFLIT DE NE PAS ÉCLATER ET, VOIRE MÊME, AUX PARTIES DE RÉGLER LEUR DIFFÉREND. ENFIN LES MÉDIATEURS AIDENT AUSSI LES PARTIES À S'ENTENDRE SUR LES SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR EN PRÉVISION DE GRÈVES LÉGALES, CE QU'ILS ONT FAIT À 21 REPRISES.**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**79. Nombre et nature des décisions rendues au cours de l'année par secteur d'intervention.**

**DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC, LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS A RENDU 111 DÉCISIONS CONCERNANT LES SYNDICATS MEMBRES DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES TECHNOLOGISTES MÉDICAUX DU QUÉBEC (APTMQ). LE CONSEIL A ÉVALUÉ LA SUFFISANCE DES SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR LORS DES GRÈVES QUI SE SONT TENUES LES 17 ET 18 MARS 2003.**

**POUR LES SERVICES PUBLICS, LE CONSEIL A RENDU 31 DÉCISIONS QUE CE SOIT EN ÉVALUATION DE SUFFISANCE DE SERVICES ESSENTIELS (23 DÉCISIONS) OU EN REDRESSEMENT (8 DÉCISIONS). LES DÉCISIONS EN ÉVALUATION DE SERVICES ESSENTIELS CONCERNENT 11 MUNICIPALITÉS, 3 CENTRES D'HÉBERGEMENT PRIVÉS POUR PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE, 1 ENTREPRISE DE TRANSPORT PAR AUTOBUS, 1 ENTREPRISE D'ORDURES MÉNAGÈRES.**

**LES 8 DÉCISIONS EN REDRESSEMENT CONCERNENT 5 MUNICIPALITÉS, 2 ENTREPRISES DE TRANSPORT PAR AUTOBUS ET 1 ÉTABLISSEMENT DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. DIX AUTRES DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS EN REDRESSEMENT SANS TOUTEFOIS QUE LE CONSEIL NE RENDE DE DÉCISIONS.**

**LA PROVENANCE DES AVIS DE GRÈVE ET LES INTERVENTIONS EN REDRESSEMENT SONT PRÉSENTÉES AUX PAGES SUIVANTES.**

**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS****ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004****DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**80. Mesures de réparation imposées par le Conseil au cours de la dernière année.**

**LE CONSEIL A PRIS ACTE D'UNE ENTENTE SIGNÉE ENTRE LE SYNDICAT DES CHAUFFEURS ET LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE ET S'EST DÉCLARÉ SATISFAIT DES ENGAGEMENTS. AYANT POUR OBJET UNE MESURE DE RÉPARATION ACCORDÉE AUX USAGERS. LE SYNDICAT S'EST ENGAGÉ À VERSER LA SOMME DE 5000 \$ À LA STS AFIN DE DÉFRAYER LE COÛT DE 2500 PASSAGES GRATUITS. DE PLUS LE SYNDICAT S'EST EXCUSÉ AUPRÈS DE LA POPULATION DES IMPACTS CAUSÉS PAR L'ARRÊT DE TRAVAIL ILLÉGAL SURVENU LE MERCREDI 12 JUIN 2002.**